4 MARS 2021

COMITÉ DES FINANCEMENTS ET PERFORMANCE

PAR APPROBATION TACITE

REQUÊTE DE FINANCEMENT ACCÉLÉRÉ DU BANGLADESH

Document de référence	Décision
GPC/2021/03-01	**Requête de financement accéléré du Bangladesh** Le Comité des financements et performances dans le cadre de l'autorité qui lui est déléguée par le Conseil d'administration : 1. Approuve la proposition de financement accéléré du Bangladesh d'un montant de 10 780 000[1] dollars US, telle que décrite à l'annexe 2 du document GPC/2021/02 DOC 07, avec une période de mise en œuvre de 18 mois. 2. Approuve une allocation de 754 600 dollars US à l'UNICEF en tant que commissions de l'agent de partenaire. 3. Demande au Secrétariat : a. d'inclure dans sa notification d'approbation de l'octroi au Bangladesh les observations et les rapports figurant à l'annexe A.

[1] Comprend 889 000 dollars US pour les coûts de l'agent partenaire au titre de l'exécution de ses rôles et responsabilités.

	b. d'inclure une mise à jour du rapport à l'annexe A dans le rapport annuel sur l'état des financements, conformément au calendrier spécifié.

Annexe A – Observations du GPC et comptes rendus

Bangladesh	
Observations	Le Comité salue le gouvernement du Bangladesh et ses partenaires humanitaires pour leurs efforts visant à offrir des possibilités d'apprentissage aux enfants et aux jeunes rohingyas qui ont été déplacés de force du Myanmar, tout en accordant une attention et un soutien particuliers à ceux qui les acceptent dans les communautés d'accueil. Ces efforts doivent être encouragés à se poursuivre. Entre-temps, le Comité note qu'il a fallu plus de temps que prévu par rapport au programme précédent pour obtenir l'approbation du gouvernement/MoPME pour toutes les activités dans les communautés d'accueil, y compris la construction/réhabilitation de 100 salles de classe. Combiné aux restrictions dues à la pandémie sur la mise en œuvre du programme, le retard des travaux de construction/réhabilitation a entraîné une prorogation de six mois du financement précédent, qui pourrait être encore prolongé de trois mois. Dans ce contexte, il n'est pas certain que les travaux de construction/réhabilitation prévus dans 63 écoles des communautés d'accueil puissent être achevés dans un délai d'un an. Afin d'atténuer le risque du non-achèvement de cette activité dans la période de programmation proposée, le Comité approuve une période de mise en œuvre de 18 mois. Néanmoins, le gouvernement et l'agent partenaire sont encouragés à commencer immédiatement les préparatifs nécessaires aux travaux de construction/réhabilitation, tels que la sélection du site, la délimitation de la portée des travaux et la passation des marchés, avant même la date de démarrage du programme.
Rapports	*Pour l'agence de coordination* En ce qui concerne les droits à l'éducation des enfants et des jeunes rohingyas qui ont été déplacés de force du Myanmar, le gouvernement et la communauté humanitaire ont déployé des efforts intensifs pour leur garantir des espaces d'apprentissage par le biais du LCFA et du GIEP. Un projet pilote sur le programme d'enseignement du Myanmar est également prêt à être mis en œuvre après que les centres d'apprentissage auront repris après la fin de la pandémie. Cependant, malgré ces efforts, il est encore difficile d'évaluer si les droits à l'éducation des enfants et des jeunes réfugiés rohingyas sont déjà pleinement garantis. Des efforts supplémentaires doivent être poursuivis pour garantir leurs droits à l'éducation.

	Dans ce contexte, il est jugé pertinent de conserver le deuxième rapport demandé pour le programme précédent. Le Comité invite donc l'agence de coordination, la coprésidence du groupe consultatif local sur l'éducation, à continuer à fournir des mises à jour par le biais d'un rapport d'avancement annuel et d'un rapport d'évaluation final sur les efforts déployés pour garantir les droits à l'éducation des enfants réfugiés rohingyas. *Pour l'agent partenaire* Le Comité invite l'agent partenaire à inclure le nombre d'enfants handicapés atteints dans le cadre de résultats, qui est lié à l'activité 1.2, et d'en rendre compte dans son rapport d'avancement régulier.

Annexe B – Rapport de l'étape III du processus d'examen de la qualité par le Secrétariat

Financement accéléré - Examen de la qualité – Étape III
Bangladesh

Nom du programme : Continuité de l'éducation pour les ressortissants du Myanmar déplacés de force et les filles et garçons des communautés d'accueil à Cox's Bazar
Coût total du programme : 10,78 millions de dollars US, dont 889 900 dollars US pour les coûts de soutien à la mise en œuvre encourus par les agents partenaires ;
Période de mise en œuvre : un an proposé (approbation recommandée pour 18 mois)
Date de démarrage prévue : 1er juin 2021
Agent partenaire : UNICEF

1. ADMISSIBILITE AU FINANCEMENT ACCELERE

Le Bangladesh remplit les trois critères d'éligibilité pour un financement accéléré[1] :

(i) Le **Bangladesh est éligible au financement pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation (ESPIG).** En décembre 2019, le Conseil d'administration du GPE a approuvé une allocation supplémentaire de 10,78 millions de dollars au titre d'un financement accéléré au Bangladesh, valable jusqu'au 31 décembre 2020, sauf décision contraire du Conseil d'administration. La requête de financement accéléré a été soumise le 30 décembre 2020. En outre, le Bangladesh dispose d'une allocation maximale par pays (AMP) de 53,9 millions de dollars US pour la période 2018-2020, pour laquelle une requête a été présentée le 24 janvier 2021.

(ii) Le **Bangladesh est touché par une crise pour laquelle un appel humanitaire a été lancé et publié par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)[2], l'éducation faisant partie de cet appel.** Le plan d'intervention conjoint (PIC) 2020[3] lancé le 3 mars 2020 a été élaboré sous la direction du gouvernement du Bangladesh, la communauté humanitaire s'étant engagée étroitement dans l'évaluation des besoins, les consultations et la planification stratégique pour élaborer le plan priorisé. Des consultations au niveau du district avec le commissaire adjoint et le commissaire chargé de l'aide aux réfugiés et du rapatriement (RRRC) ont été incluses dans le processus, ainsi qu'un engagement avec les départements et ministères concernés, notamment le responsable de l'éducation primaire du district et le responsable de l'éducation du district. Le PIC 2021 est en cours de préparation et sera lancé en mars 2021. Compte tenu de la dépendance des

[1] Cadre directeur pour l'accélération de l'appui dans les situations d'urgence et de reconstruction
[2] Voir : https://fts.unocha.org/countries/19/summary/2020
[3] Voir : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/jrp_2020_final_in-design_280220.2mb_0.pdf. Le plan d'intervention conjoint est l'équivalent d'un appel humanitaire lancé par l'OCHA, car il est lancé par l'OCHA en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, dont le HCR.

réfugiés rohingyas à l'égard de l'aide humanitaire, les besoins devraient rester élevés pendant la durée du financement proposé.

(iii) **La requête explique que les fonds du GPE ne remplaceront pas les fonds publics ou ceux d'autres bailleurs de fonds, mais s'y ajouteront.** La proposition démontre l'additionnalité des fonds du GPE. Les besoins actuels en matière de financement de l'éducation s'élèvent à 69 millions de dollars US, dont 11,1 millions de dollars US étaient couverts en décembre 2020[4]. Mi-2020, en raison de la pandémie, un besoin en financements supplémentaires s'élevant à 2,5 millions de dollars US a été identifié[5]. Le 22 octobre 2020, la Conférence sur le maintien de l'aide pour répondre à la crise des réfugiés rohingyas a annoncé de nouveaux engagements internationaux de 600 millions de dollars US pour intervenir sur la question des réfugiés rohingyas au Bangladesh et au Myanmar[6]. Collectivement, les besoins totaux du plan d'intervention conjoint du Bangladesh et du plan réponse humanitaire du Myanmar s'élèvent à 1,3 milliard de dollars US, sur lesquels les fonds actuellement engagés s'élèvent à 636 millions de dollars US. Même si le financement supplémentaire se matérialise intégralement, le déficit de financement restant s'élèvera encore à environ 100 millions de dollars US.

2. CONTEXTE D'URGENCE DU PAYS ET DU SECTEUR DE L'EDUCATION

2.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PAYS

Le Bangladesh est un pays à revenu moyen de la tranche inférieure situé en Asie du Sud. Il est classé 133ème sur 189 pays selon l'indice de développement humain[7]. Depuis plus de 40 ans, la violence et les persécutions sporadiques dans l'État de Rakhine au Myanmar ont forcé le peuple Rohingya à fuir au Bangladesh. L'afflux le plus important a commencé en août 2017 en raison de l'intensification de la violence. Actuellement, 861 545 réfugiés rohingyas résident dans 34 camps extrêmement surpeuplés officiellement désignés par le gouvernement du Bangladesh dans les upazilas d'Ukhiya et Teknaf dans le district de Cox's Bazar[8]. Les Rohingyas n'ont pas de statut juridique officiel et certains aspects du cadre politique actuel rendent difficile la réduction de la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Le district de Cox's Bazar, avec une population de 2,2 millions d'habitants[9], était déjà l'un des districts les moins développés du Bangladesh avant le dernier afflux de réfugiés rohingyas. Avec les 450 000 personnes des communautés d'accueil de Cox's Bazar qui sont touchées par cet afflux, on estime à 1,3 million le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire[10].

En novembre 2017, les gouvernements du Bangladesh et du Myanmar ont signé un accord sur le rapatriement des réfugiés rohingyas, également appelés « ressortissants du Myanmar déplacés de force ». Le retour du premier petit groupe était prévu pour janvier 2018 dans un contexte de graves

[4] Voir : https://hum-insight.info/plan/906
[5] Voir : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/covid-19_addendum_rohingya_refugee_response_020720_0.pdf
[6] Voir : https://www.unhcr.org/en-us/news/press/2020/10/5f915c464/conference-sustaining-support-rohingya-refugee-response-22-october-2020.html
[7] http://hdr.undp.org/en/2020-report
[8] Mise à jour opérationnelle du HCR, septembre 2020
[9] Recensement 2011
[10] PIC 2020, p. 11

inquiétudes exprimées par la communauté internationale, mais le rapatriement a été reporté. Une deuxième tentative a eu lieu en août 2019. Cependant, aucune de ces tentatives n'a abouti à un retour officiel, car les réfugiés y ont largement protesté, arguant qu'ils ne rentreraient pas tant que le gouvernement du Myanmar ne leur offrirait pas de garanties de sécurité, de liberté de mouvement et de citoyenneté[11].

2.2 INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

2.2.1 Présentation du secteur de l'éducation

Le système éducatif du Bangladesh accueille environ 40 millions d'élèves. L'apprentissage est proposé par des canaux formels et non formels. Le système d'éducation formel comprend l'enseignement préscolaire (pour les enfants de 5 ans), le primaire (de la première à la cinquième année), le secondaire (de la sixième à la douzième année), l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et l'enseignement supérieur. Actuellement, l'enseignement primaire jusqu'à la cinquième année est gratuit et obligatoire. L'analyse sectorielle de l'éducation 2020 indique que le Bangladesh a atteint un taux de scolarisation dans l'enseignement primaire quasi universel avec une parité entre les sexes. Le taux net de scolarisation (TNS) des filles et des garçons a convergé vers une moyenne nationale de 98 % en 2018[12].

Historiquement, le district de Cox's Bazar a connu l'un des plus faibles niveaux d'accès et d'achèvement de l'enseignement primaire du pays. En 2016, le taux brut de scolarisation (TBS) et le TNS pour l'enseignement primaire étaient respectivement de 78,2 % et 71,9 % dans ce district, les plus bas du pays, alors que les moyennes nationales affichaient 112,1 % et 98,0 %[13]. Le taux de rétention en cinquième année était de 64,3 % pour les garçons et de 80,6 % pour les filles, contre des moyennes nationales de 78,6 % et 85,4 %, respectivement. L'afflux de réfugiés exerce une pression supplémentaire sur les services de santé, la sécurité alimentaire et l'économie locale[14]. Au départ, les taux de fréquentation scolaire ont baissé, surtout pour les filles, et les taux d'abandon scolaire ont augmenté dans tout le district[15]. En 2018, le taux de scolarisation s'était considérablement amélioré dans le district, avec un TBS de 112,2 % et un TNS de 94,6 %, contre des moyennes nationales de 114,2 % et 97,9 %[16]. Cependant, seuls 60 % des enfants et des jeunes âgés de 12 à 24 ans ont déclaré avoir terminé le cycle primaire à Teknaf et 75 % à Ukhiya[17]. Quant aux jeunes des communautés d'accueil, seuls 26 % d'entre eux ont déclaré avoir suivi un enseignement formel au cours de la dernière année scolaire.

2.2.2 Informations générales sur la réponse d'urgence du secteur de l'éducation

Parmi les réfugiés rohingyas, 445 168 (51 %) sont des enfants de moins de 18 ans. En février 2020, 315 000 enfants et adolescents étudiaient dans plus de 3 200 centres d'apprentissage dans les camps de réfugiés[18]. Malgré des progrès significatifs au cours des deux dernières années, plus de 30 % des enfants et des jeunes rohingyas âgés de 3 à 24 ans doivent encore avoir accès à

[11] Rapport de Human Rights Watch, décembre 2019
[12] Analyse sectorielle de l'éducation, p. 34
[13] Projet final du rapport annuel sur les performances du secteur 2017, p. 50
[14] PIC 2018, p. 16
[15] Document de programme de la requête de financement accéléré du Bangladesh en 2018, p. 9
[16] Recensement annuel des écoles primaires 2018, p. 73
[17] PIC, p. 71
[18] Voir : https://www.unicef.org/rosa/stories/expanding-education-rohingya-refugee-children-bangladesh

l'éducation [19] . D'importantes lacunes subsistent, notamment en ce qui concerne l'offre des possibilités d'apprentissage pour les adolescents âgés de 15 à 18 ans, dont 83 % n'ont accès à aucune activité éducative ni de formation professionnelle [20] . Selon le PIC, les barrières socioculturelles (qui touchent 23 % des enfants), le mariage précoce (36 %) et la nécessité de fournir un soutien à la maison (20 %) figurent parmi les principaux facteurs qui empêchent les enfants et les jeunes d'accéder pleinement aux possibilités d'éducation. Une plus grande attention doit être apportée aux questions relatives à l'intégration des filles et des handicapés dans les centres d'apprentissage.
En raison des restrictions et des directives politiques du gouvernement, les enfants rohingyas ne sont autorisés à recevoir qu'une éducation informelle qui doit se conformer au programme d'éducation informelle (Guideline for Informal Education Program - GIEP). L'UNICEF offre des possibilités de suivre une éducation informelle à 70 % des 315 000 enfants réfugiés âgés de 4 à 14 ans, sur la base d'un programme d'études sur mesure appelé Cadre et approche des compétences d'apprentissage (Learning Competency Framework and Approach - LCFA). Toutefois, la majorité des enfants (plus de 90 %) suivent les niveaux 1 et 2 du LCFA, qui correspondent au niveau préscolaire jusqu'à la deuxième année dans un système scolaire formel. Peu d'élèves rohingyas ont un niveau d'apprentissage qui leur permet d'étudier aux niveaux supérieurs (niveaux 3 et 4 du LCFA), l'équivalent des classes de la troisième à la huitième année, en raison de la mauvaise qualité de leur éducation dans l'État de Rakhine au Myanmar.

En 2020, comme première étape pour assurer aux réfugiés une éducation de qualité conforme à un programme officiel, le gouvernement du Bangladesh avait approuvé un projet pilote pour 10 000 élèves réfugiés de la 6ème à la 9ème année d'études, qui allait être dispensé sur la base du programme national du Myanmar. En raison de la pandémie de coronavirus (COVID-19), le programme pilote n'a pas pu être mis en œuvre et a été reporté jusqu'à la réouverture des écoles. Toutefois, malgré ces efforts, il est encore difficile d'évaluer si les droits à l'éducation des enfants et des jeunes réfugiés rohingyas sont déjà pleinement garantis. On attend des efforts supplémentaires pour garantir leurs droits à l'éducation. Dans ce contexte, il est jugé pertinent d'inclure un rapport sur cette question, similaire au rapport demandé pour le programme précédent.

Avec le COVID-19, le gouvernement a décidé de limiter les opérations humanitaires dans les camps aux seuls services essentiels afin de réduire les risques d'introduire la COVID-19 dans les camps. L'éducation étant classée comme un service non essentiel, les centres d'apprentissage sont restés fermés depuis mars 2020, perturbant l'apprentissage de 315 000 enfants [21]. Les partenaires de l'éducation poursuivent leurs efforts pour aider les enfants à apprendre à la maison, en incitant les parents et les responsables d'enfants à soutenir l'apprentissage et en fournissant des cahiers d'exercices et des aides visuelles. Une enquête récente a révélé que 77 % des enfants participaient à des activités d'apprentissage à domicile dirigées par les personnes qui s'occupent d'eux[22].

[19] PIC, p. 70
[20] PIC, p. 70
[21] https://www.unicef.org/emergencies/rohingya-crisis
[22] Communiqué de presse de l'UNICEF, août 2020

2.2.3 Coordination sectorielle/de la réponse d'urgence

Deux ministères se partagent la responsabilité de la gestion de l'ensemble du système éducatif du Bangladesh : le ministère de l'Éducation primaire et de l'Éducation de masse (MoPME) pour l'enseignement primaire (classes 1 à 5) et le ministère de l'Éducation (MoE) pour l'enseignement secondaire (classes 6 à 12), l'enseignement et la formation techniques et professionnels, l'enseignement supérieur, les madrasas et autres écoles religieuses.

Depuis l'afflux de réfugiés, c'est le gouvernement qui a mené la réponse humanitaire à Cox's Bazar. Le commissaire chargé de l'aide aux réfugiés et du rapatriement (RRRC), qui dépend du ministère de la Gestion des catastrophes et des Secours, est responsable de la coordination opérationnelle pour les populations touchées. Le coordinateur résident des Nations Unies, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dirigent la coordination entre les fournisseurs de l'aide humanitaire.

À Dhaka, l'UNICEF, le HCR et Save the Children dirigent la coordination du soutien à l'éducation des réfugiés rohingyas et de leurs communautés d'accueil par le biais du groupe local des partenaires de l'éducation, appelé Groupe consultatif local de l'éducation (ELCG). La coordination se concentre sur des questions techniques telles que le Cadre et l'approche des compétences d'apprentissage et l'engagement du gouvernement central dans la planification et le suivi stratégiques. Officiellement, le MoPME préside l'ELCG, et l'UNICEF assume actuellement le rôle de coprésident. Le ministère de l'Éducation, d'autres organismes gouvernementaux, un certain nombre de partenaires de développement et des organisations de la société civile figurent parmi les membres de l'ELCG.

La coordination de Cox's Bazar est facilitée par Save the Children et l'UNICEF. Le groupe de coordination de l'éducation à Cox's Bazar fait partie du groupe de coordination intersectorielle facilité par l'OIM et le HCR. Il se concentre sur les opérations quotidiennes liées à la mise en œuvre des interventions, la coordination permanente et les possibilités pour les besoins d'aide supplémentaires. Le Bureau de l'éducation primaire du district (DPEO) de Cox's Bazar a jusqu'à présent été bien informé de la situation humanitaire dans les camps et a entrepris des activités pour soutenir les communautés d'accueil. Les bureaux du DPEO et de l'upazila (sous-districts) jouent un rôle direct dans la mise en œuvre des activités dans les communautés d'accueil, y compris les opérations quotidiennes[23].

Au niveau mondial, les principaux partenaires entretiennent un dialogue fréquent sur la coordination et les questions liées aux programmes d'études et aux langues. Pour faciliter une collaboration harmonisée, le Secrétariat du GPE et L'Éducation sans délai ont régulièrement échangé des informations sur leurs programmes respectifs. Dans le cadre de l'engagement conjoint pris lors du Forum mondial sur les réfugiés entre le GPE, L'Éducation sans délai et la Banque mondiale, le Bangladesh a également été choisi comme l'un des pays pilotes pour une collaboration ciblée sur la promesse de renforcer le financement et la coordination et d'améliorer l'éducation des réfugiés. L'actuel programme pluriannuel de résilience (MYRP) de L'Éducation sans délai a été prolongé jusqu'à la mi- 2021, et le prochain financement de l'Éducation sans délai apportera un soutien pour les trois années suivantes.

[23] Document du programme, p. 19

3. PROGRAMME DE FINANCEMENT ACCELERE

3.1 PERFORMANCES DU FINANCEMENT ACCÉLÉRÉE ANTÉRIEUR

En septembre 2018, le GPE a accordé au Bangladesh 8,3 millions de dollars US visant à fournir un soutien éducatif aux enfants et aux jeunes rohingyas ainsi qu'aux enfants vulnérables des communautés d'accueil. Ces fonds ont été réaffectés de l'ESPIG précédent pour le Bangladesh. Le programme visait à soutenir directement 1) l'accès à l'éducation pour 76 000 enfants et jeunes (15 % de l'objectif du PIC) touchés par la crise, 2) 2 000 enseignants nouvellement recrutés et d'autres acteurs de l'éducation afin d'avoir une capacité renforcée pour soutenir l'apprentissage et le bien-être psychosocial des enfants, et 3) les responsables de l'éducation du district de Cox's Bazar et de l'upazila avec une capacité renforcée pour dispenser une éducation équitable et de qualité à tous. Le Comité des financements et performances a demandé les deux rapports suivants pour ce programme : 1) des mises à jour trimestrielles sur le nombre de personnes ayant besoin d'un soutien éducatif, le nombre de personnes recevant un tel soutien et le nombre de personnes non encore couvertes, ainsi que les fonds reçus par rapport au montant total estimé dans le cadre du PIC, afin de renforcer la coordination sectorielle et 2) une mise à jour, par le biais du rapport annuel de mise en œuvre du programme, des efforts déployés pour garantir les droits à l'éducation à long terme des enfants réfugiés rohingyas.

L'UNICEF soumet des mises à jour trimestrielles sur la réponse globale et les progrès réalisés dans le cadre des objectifs du PIC, ainsi que sur les efforts déployés pour garantir les droits à l'éducation à long terme des enfants réfugiés rohingyas (voir la section 2.2.2). À la fin de 2019, 98 % des cibles du PIC 2019 en matière d'accès à l'éducation avaient été atteintes (452 499 enfants réfugiés et des communautés d'accueil scolarisés), et près de 9 000 enseignants des communautés de réfugiés et d'accueil avaient été recrutés[24]. En raison de la pandémie et de la suspension ultérieure des services éducatifs dans les camps, certains partenaires de mise en œuvre n'ont pas été en mesure de faire état des progrès depuis le début du confinement le 17 mars 2020. Atteindre les jeunes réfugiés âgés de 15 ans et plus a été un défi particulier en 2020. La date de clôture du programme de deux ans a été reportée de septembre 2020 à mars 2021 en raison des retards liés à la COVID 19 dans la mise en œuvre du programme pour les jeunes dans les camps et dans les travaux de construction dans les communautés d'accueil.

3.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le résultat escompté du programme est le suivant : *Les enfants et les adolescents, filles et garçons, continuent d'avoir accès à l'apprentissage et à la formation professionnelle et sont soutenus pour apprendre aux niveaux appropriés*.

[24] Mise à jour trimestrielle de l'UNICEF, juillet 2020

Avec l'appui du gouvernement du Bangladesh, le programme proposé permettra à 93 250[25] enfants âgés de 5 à 14 ans d'accéder à un enseignement de qualité, dont 60 % proviennent des camps Rohingyas et 40 % de la communauté d'accueil. Contrairement au programme précédent, ce programme ne couvre pas les adolescents âgés de 15 ans et plus, car ils continueront à être soutenus par des programmes d'amélioration des compétences qui sont actuellement financés par d'autres bailleurs de fonds tels que l'Allemagne, l'Éducation sans délai et l'UNICEF.

Les principales interventions et les résultats escomptés sont les suivants :

Composante/ objectifs	**Description**	**Principaux résultats**
Objectif 1 : Amélioration de l'accès à l'éducation et de la rétention.	Le programme garantira 1) le bon fonctionnement des centres d'apprentissage dans les camps et les établissements d'enseignement dans les communautés d'accueil, et 2) un meilleur accès à l'éducation inclusive pour les filles et les enfants handicapés dans les camps et les communautés d'accueil.	• 700 centres d'apprentissage dans les camps réhabilités/entretenus ; • 137 écoles dans les communautés d'accueil équipées de stations de lavage des mains • 63 établissements d'enseignement dans les communautés d'accueil (salles de classe ou installations WASH sensibles au genre) construits ou réhabilités ; • 56 000 filles et garçons des camps scolarisés, restant à l'école et ayant reçu du matériel d'apprentissage et d'instruction ; • 1 500 filles et garçons handicapés dans les camps et les communautés d'accueil soutenus pour être scolarisés et pour poursuivre leur apprentissage ; • Évaluation des résultats d'apprentissage des élèves et diffusion des résultats ; • 3 000 enfants non scolarisés (60 % de filles et 3 % d'enfants handicapés) ayant accès à l'éducation grâce à des centres d'apprentissage accéléré basé sur les capacités (ABAL) loués dans les communautés d'accueil ; • Un modèle développé et testé pour fournir une approche mixte de l'éducation pour les enfants âgés de 5 à 18 ans dans les camps.
Objectif 2 : Amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.	Le programme 1) veillera à ce que les enseignants appliquent une pédagogie intégrant la notion de genre et centrée sur l'élève dans les camps et les communautés d'accueil et 2) soutiendra l'évaluation des	• 1 400 employés des centres d'apprentissage (dont 50 % de femmes) sont bien formés et bénéficient d'un soutien continu pour assurer un apprentissage de qualité ; • Les 700 centres d'apprentissage ont tous fourni un ensemble de matériel pédagogique nécessaire à la mise en œuvre du GIEP,

[25] 22 % de la cible du PIC 2020 : 421 771.

	apprenants et les systèmes permettant de contrôler et d'améliorer la qualité des services fournis aux enfants.	notamment des guides pour les enseignants, des livres de contes et des aides pédagogiques connexes.
Objectif 3 : Renforcement de l'engagement communautaire.	Le programme 1) veillera au renforcement du soutien communautaire pour l'apprentissage dans les camps et les communautés d'accueil et 2) soutiendra la mise en œuvre d'un programme pour une école efficace inclusive et intégrant la notion de genre dans la communauté d'accueil.	• 4 900 membres du comité de gestion des centres d'apprentissage des 700 existants (au moins 30 % de femmes) établis et orientés sur leurs rôles et responsabilités, dont la participation à la gestion des centres d'apprentissage ; • 700 centres d'apprentissage ont des plans de réduction des risques de catastrophe (RRC) ; • Des subventions pour l'efficacité des écoles accordée à 137 écoles dans les communautés d'accueil où 1 507 membres de comités de gestion scolaire, chefs communautaires et religieux sont engagés et soutiennent la scolarisation et la rétention des filles.
Gestion du programme	Unité de mise en œuvre du programme (coordination et gestion), coûts de soutien à la mise en œuvre encourus par les agents partenaires. (Soutien technique, gestion du programme, soutiens intersectoriels, etc.)	N/A

Tableau A : Composantes et coûts du financement accéléré de l'ESPIG

	Financement du GPE en dollars US	% du total du GPE
Allocation maximale totale	10,78 millions de dollars US	
Objectif 1 : Assurer l'accès à l'éducation	**4 673 300**	**43,4 %**
Objectif 1.1 : Les centres d'apprentissage et les établissements d'enseignement sont opérationnels (camps et communautés d'accueil)	3 975 000	38,0 %
Objectif 1.2 : L'amélioration de l'accès à une éducation inclusive pour les filles et les enfants handicapés dans les camps et les communautés d'accueil	575 000	5,3 %
Objectif 2 : Améliorer la qualité des résultats d'apprentissage	**4 528 000**	**42,0 %**

Objectif 2.1 : Les enseignants appliquent une pédagogie intégrant la notion de genre et centrée sur l'élève dans les camps et les communautés d'accueil	4 328 000	40,1 %
Objectif 2.2 : L'appui à l'évaluation des apprenants et aux systèmes permettant de contrôler et d'améliorer la qualité des services fournis aux enfants	200 000	1,9 %
Objectif 3 : Renforcer l'engagement communautaire	**410 300**	**2,7 %**
Objectif 3.1 : Le renforcement du soutien communautaire pour l'apprentissage dans les camps et les communautés d'accueil	150 000	1,4 %
Objectif 3.2 : Le soutien à la mise en œuvre d'un programme pour une école efficace, inclusive et intégrant la notion de genre dans la communauté d'accueil	260 300	1,3 %
Unité de mise en œuvre du programme (coordination et gestion)	**401 800**	**3,7 %**
Coûts encourus par l'agent partenaire au titre du soutien à la mise en œuvre *.	**889 900**	**8,3 %**
TOTAL (y compris les coûts encourus par l'agent partenaire au titre du soutien à la mise en œuvre)	**10 780 000**	**100 %**
Commissions de l'agent partenaire**	**754 600**	

* Comprend les coûts directs de l'agent partenaire, notamment les coûts de gestion du programme, les coûts administratifs et les autres frais directs de mise en œuvre.

** La commission de l'agent partenaire n'est pas incluse dans l'allocation maximale pour le pays, et est calculée en pourcentage de la part fixe totale et de la part variable totale ; le pourcentage appliqué est convenu avec chaque agent partenaire.

3.3 ÉVALUATION DU DOCUMENT DE PROGRAMME

- Conception du programme

Le programme est bien aligné sur l'examen à mi-parcours du PIC 2020 et devrait donc être aligné sur le PIC 2021. Le PIC 2021 s'articulera autour de quatre objectifs stratégiques : l'accès, la qualité, l'engagement communautaire et le renforcement du système, dont le projet tient bien compte. Le programme aborde directement deux des principaux défis cités dans l'examen à mi-parcours du PIC 2020, à savoir « le maintien des centres d'apprentissage » et « la disponibilité d'enseignants qualifiés, en particulier d'enseignantes ». Les objectifs stratégiques du GPE sont adéquatement pris en compte, le programme se concentrant en particulier sur l'accès équitable et l'amélioration de l'apprentissage.

En termes de leçons tirées du programme en cours, l'agent partenaire a réaffirmé l'importance des activités favorisant une collaboration efficace entre les communautés d'accueil et les Rohingyas, notamment la réhabilitation des écoles. Ce programme souligne également l'avantage de l'accès à un financement pluriannuel pour soutenir les dépenses récurrentes des centres d'apprentissage. En

ce qui concerne la période de mise en œuvre, alors que l'agent partenaire a proposé 12 mois, le Secrétariat recommande d'approuver une durée de financement plus longue, soit 18 mois. Cette recommandation tient compte du contexte de la pandémie, du souhait exprimé dans la proposition d'engagements financiers pluriannuels et de l'avantage potentiel (du point de vue de la mise en œuvre) d'espacer les activités d'acquisition et de construction.

Le programme est conforme à la stratégie de collaboration avec le secteur privé du GPE. L'UNICEF réalisera les activités concernant les centres d'apprentissage par l'intermédiaire d'ONG partenaires d'exécution, qui sont à but non lucratif. Le gouvernement du Bangladesh dispose d'un cadre réglementaire qui régit les prestataires non étatiques à but non lucratif dans les camps. Tous les partenaires de l'UNICEF sont enregistrés et se conforment aux directives du Bureau des affaires des ONG du gouvernement du Bangladesh. Le programme ne fournit pas de soutien direct aux prestataires d'éducation à but lucratif.

- Budget du programme

Un budget détaillé est inclus et présente une ventilation par activité ainsi que les coûts directs de gestion du programme et du soutien à la mise en œuvre encourus par les agents partenaires qui sont de 1,3 million de dollars US, soit 12 % du montant du financement. Les coûts unitaires sont indiqués et l'utilisation de montants forfaitaires est limitée à moins de 5 % du financement du projet (à l'exclusion des montants forfaitaires pour la gestion du programme et les coûts de mise en œuvre). Le budget est cohérent avec les autres parties de la conception du programme. Ce programme est uniquement financé par le GPE.

- Suivi et évaluation

Les modalités de suivi et d'évaluation (S&E) sont bien décrites. L'agent partenaire dirigera la mise en œuvre du S&E du programme, qui s'appuie sur le mécanisme de S&E du programme précédent. Il effectuera un suivi régulier des performances pour l'évaluation de l'impact et assurera un suivi et une supervision techniques et de soutien sur les sites des projets. Le mécanisme de S&E est clairement défini et comprend des informations détaillées sur les rôles et responsabilités, les sources de données, les processus de collecte et de vérification des données, les types de suivi (suivi de routine et visites régulières), l'évaluation (analyse formative de la situation, analyse des parties prenantes, cartographie des ressources, etc.) et les activités de compte rendu (rapports mensuels via la base de données 5W du secteur de l'éducation, rapports des bailleurs de fonds). Le projet garantit la pleine participation de toutes les parties prenantes au processus de suivi et d'évaluation, notamment l'UNICEF, le MoPME, les bureaux d'éducation des sous-districts et des communes, la communauté locale et les ONG partenaires. Le programme précédent a produit des rapports annuels substantiels, et le document de programme confirme qu'il en est de même pour ce financement d'un an, avec une évaluation finale.

Le cadre logique présente une théorie du changement claire avec les résultats escomptés, les activités correspondantes, les données de base et les cibles. Les indicateurs sont ventilés dans la plupart des cas par sexe et par rohingyas ou communauté d'accueil, selon le cas. Il pourrait être

envisagé que le cadre de résultats suive le nombre d'enfants handicapés atteints, qui ne fait actuellement pas l'objet d'un suivi (activité 1.2).

- Aspects fiduciaires, modalités de mise en œuvre et degré de préparation

Les modalités de mise en œuvre sont bien décrites. L'UNICEF est directement responsable de la mise en œuvre des activités dans les camps avec ses cinq ONG partenaires de mise en œuvre qui fournissent des activités et des services concernant les centres d'apprentissage. Les activités dans les communautés d'accueil seront gérées par le gouvernement du Bangladesh, les bureaux locaux de l'éducation du DPEO de Cox's Bazar et les bureaux du sous-district de l'upazila mettant en œuvre les interventions des communautés d'accueil. Les fonds seront transférés de l'UNICEF aux partenaires de mise en œuvre par le biais du mécanisme de financement de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds (HACT). La gestion financière, l'audit et les dispositions en matière de passation de marchés sont bien décrits et adaptés au contexte du pays. Les dispositions en matière de surveillance sont appropriées. La supervision sera assurée par le bureau de l'UNICEF pour l'éducation à Dhaka, par le responsable de l'éducation à Cox's Bazar et par le chef du bureau local ainsi que le responsable des urgences.

Le programme sera prêt à être mis en œuvre à la date de démarrage prévue du 1er juin 2021. L'équipe éducative de Cox's Bazar est bien dotée en personnel et ce programme est la continuation du travail que l'UNICEF et ses partenaires ont déjà entrepris. Cependant, en janvier 2021, les activités éducatives à l'intérieur des camps étant toujours considérées comme non essentielles, elles n'ont pas été officiellement autorisées à reprendre. En raison de cette fermeture continue des centres d'apprentissage, l'UNICEF pourrait solliciter une prorogation du financement en cours du GPE (qui doit se terminer en mars 2021) jusqu'à la fin juin 2021. En outre, le projet « Reaching Out of School Children - ROSC II » (Atteindre les enfants non scolarisés), qui est soutenu par la Banque mondiale, sera également clôturé en juin 2021. Ce programme proposé devrait combler le l'absence de financement entre le ROSC II et le prochain financement en préparation par le biais du guichet 19 de l'IDA pour les communautés d'accueil et les réfugiés (WHR)[26]. Dans ce scénario, le financement accéléré proposé, dont la date de démarrage est fixée au 1er juin 2021, s'inscrira dans le cadre du programme en cours financé par le GPE, du projet ROSC II et du prochain financement de la Banque mondiale.

- Détermination des risques et mesures d'atténuation

La matrice des risques est exhaustive et décrit les différents types de risques, leur probabilité et leur impact sur le programme. Le risque de détérioration de la situation sécuritaire à Cox's Bazar est inclus. La sensibilité aux conflits est prise en compte dans le programme, notamment en ciblant à la fois les camps et les communautés d'accueil et en veillant à ce que les interventions soient consultatives et tiennent compte de l'aspect culturel. Parmi les risques liés aux filles figurent la sûreté et la sécurité, l'absence de toilettes séparées et certaines normes socioculturelles qui vont à l'encontre de leur fréquentation scolaire. Le programme s'attaque spécifiquement à certains de ces risques, notamment en réhabilitant 700 centres d'apprentissage et 63 installations éducatives des communautés d'accueil avec des installations WASH séparées pour les filles et les garçons.

[26] Information donnée par la Banque mondiale le 15 janvier.

En outre, le programme soutiendra la mise en œuvre d'un ensemble de mesures pour l'efficacité scolaire intégrant la notion de genre, y compris des subventions scolaires à 137 écoles du district destinées à améliorer l'intégration, la préparation à la COVID-19 et le soutien aux filles dans leurs plans scolaires. Par rapport aux retards dans la passation des marchés, les risques sont pris en compte et des mesures d'atténuation adéquates sont mises en place. En ce qui concerne la gestion financière, l'UNICEF évalue les partenaires de mise en œuvre afin de vérifier leur capacité en termes de prestations, puis contrôle la mise en œuvre du programme et la gestion financière conformément aux procédures de l'HACT.

- Pérennité

Actuellement, toutes les activités de soutien dans les camps sont financées par des ressources extérieures, le gouvernement du Bangladesh espérant un rapatriement pacifique, sûr et digne des Rohingyas dans leur pays d'origine. Les centres d'apprentissage établis sont considérés comme temporaires et à court terme. L'introduction du programme d'études du Myanmar pour les adolescents des niveaux 6 à 9 dans les camps répond à ce contexte. Cependant, on ne sait pas quand les Rohingyas pourront rentrer chez eux et la communauté humanitaire devra donc continuer à soutenir les activités des centres d'apprentissage dans les camps ainsi que dans les communautés d'accueil. Le rapatriement pourrait prendre des années, car certains Rohingyas sont au Bangladesh depuis déjà plus de quatre décennies. Il n'est pas non plus certain que le niveau actuel de financement externe puisse être maintenu dans le contexte de la récession économique mondiale prévue en raison de la pandémie.

Dans cette situation, la stratégie de durabilité consiste à développer les capacités des communautés rohingyas à mettre en œuvre et à gérer à la fois la qualité et le caractère inclusif de l'éducation. Le programme sera particulièrement axé sur les personnes qui gèrent les centres d'apprentissage, tels que les membres du comité de gestion de ces centres, et visera à maximiser l'expérience et les compétences des OSC partenaires locales impliquées dans l'éducation. Ces objectifs ont été et continueront d'être atteints grâce au développement d'outils et de ressources permettant aux communautés de gérer leurs centres d'apprentissage, en impliquant les communautés (notamment les parents, les chefs religieux et les membres de la communauté au sens large) lors de la conception des centres au début des interventions. Une fois que les communautés et leurs partenaires locaux seront suffisamment préparés, ils pourraient prendre en charge la gestion de leurs centres d'apprentissage.

Cependant, même si la capacité des communautés rohingyas est renforcée, elles ne pourraient gérer que des centres d'apprentissage temporaires. Cet arrangement ne devrait pas se poursuivre pendant des décennies. Des solutions pertinentes devraient être explorées pour garantir le respect des droits des enfants à une éducation de qualité.

- Efficacité de l'aide

Le programme, en termes de soutien aux communautés d'accueil, est aligné sur le huitième plan quinquennal du Bangladesh et le quatrième programme de développement de l'enseignement primaire. Toutes les ressources externes destinées à soutenir les activités dans les camps, y compris

les ressources de L'Éducation sans délai et de la Banque mondiale, sont coordonnées avec le PIC, qui harmonise diverses ressources externes sur des buts et objectifs communs fixés conjointement par le gouvernement du Bangladesh et ses partenaires. Le PIC est élaboré conformément à la planification de la stratégie sectorielle pluriannuelle de réponse préconisée par les partenaires de l'éducation, notamment L'Éducation sans délai. Le financement accéléré proposé devrait combler l'intervalle entre le ROSC II, qui sera achevé en juin 2021, et le nouveau soutien financier prévu de la Banque mondiale par le biais de son guichet IDA 19 pour les communautés d'accueil et les réfugiés.

La requête a été consultée avec les partenaires de Cox' Bazar, ainsi qu'avec le gouvernement du Bangladesh, le MoPME, les partenaires de l'éducation et l'UNICEF en tant qu'agent partenaire. La proposition a été approuvée par le Groupe consultatif local de l'éducation (ELCG).

4. Recommandations

Sur la base de son évaluation finale, le Secrétariat 1) juge le programme proposé pertinent pour répondre aux besoins exprimés dans le plan d'intervention conjoint ; 2) confirme que le contexte du pays répond aux conditions d'éligibilité au financement accéléré ; et 3) confirme que la requête de programme satisfait aux normes attendues des propositions de financement accéléré.

Le Secrétariat recommande au Comité des financements et performances d'approuver la requête de financement accéléré présentée par la République du Bangladesh, d'un montant de 10,78 millions de dollars US pour une période de 18 mois, au lieu d'un an comme proposé, avec les observations et rapports suivants.

Observations

Le Secrétariat tient à féliciter le gouvernement du Bangladesh et ses partenaires humanitaires pour leurs efforts visant à offrir des possibilités d'apprentissage aux enfants et aux jeunes rohingyas qui ont été déplacés de force du Myanmar, tout en accordant une attention et un soutien particuliers à ceux qui les acceptent dans les communautés d'accueil. Ces efforts doivent être encouragés à se poursuivre.

Entre-temps, obtenir l'approbation du gouvernement/MoPME pour toutes les activités dans les communautés d'accueil, dont la construction/réhabilitation de 100 salles de classe, a pris plus de temps que prévu par rapport au programme précédent. Combiné aux restrictions dues à la pandémie sur la mise en œuvre du programme, le retard des travaux de construction/réhabilitation a entraîné une prolongation de six mois du financement précédent, et il pourrait être prolongé de trois mois supplémentaires. Dans ce contexte, il n'est pas sûr que les travaux de construction/réhabilitation prévus dans 63 écoles des communautés d'accueil puissent être achevés dans un délai d'un an. Afin d'atténuer le risque du non-achèvement de cette activité dans la période de programmation proposée, la période de financement a été prolongée à 18 mois. Néanmoins, le gouvernement et l'agent partenaire sont encouragés à commencer immédiatement les préparatifs nécessaires aux

travaux de construction/réhabilitation, tels que la sélection du site, la délimitation de la portée des travaux et la passation des marchés, avant même la date de démarrage du programme.

Rapports :

1) En ce qui concerne les droits à l'éducation des enfants et des jeunes rohingyas qui ont été déplacés de force du Myanmar, le gouvernement et la communauté humanitaire ont déployé des efforts intensifs pour leur garantir des espaces d'apprentissage par le biais du LCFA et du GIEP. Un projet pilote sur le programme d'enseignement du Myanmar est également prêt à être mis en œuvre une fois que les centres d'apprentissage auront repris après la fin de la pandémie de COVID-19. Cependant, malgré ces efforts, il est encore difficile d'évaluer si les droits à l'éducation des enfants et des jeunes réfugiés rohingyas sont déjà pleinement garantis. Des efforts supplémentaires doivent être poursuivis pour garantir leurs droits à l'éducation. Dans ce contexte, il est jugé pertinent de conserver le deuxième rapport demandé pour le programme précédent. L'agence de coordination, coprésidente du groupe consultatif local sur l'éducation, est donc invitée à continuer de fournir une mise à jour, par le biais d'un rapport annuel d'avancement et d'un rapport final d'évaluation, sur les efforts déployés pour garantir les droits à l'éducation des enfants réfugiés rohingyas.

2) Il est demandé à l'agent partenaire d'inclure le nombre d'enfants handicapés atteints dans le cadre de résultats, qui est lié à l'activité 1.2, et d'en assurer le suivi par le biais d'un rapport annuel sur le programme.